



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

C A R I B B E A N F O O D C R O P S
S O C I E T Y
(C F C S)
XIV th Meeting

*Quatorzième Congrès
de la*

SOCIETE INTERCARAIBE POUR LES PLANTES ALIMENTAIRES

Guadeloupe

Martinique

27 - 29 Juin

30 Juin - 2 Juillet 1977

Sponsored by

Organise par

L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (I.N.R.A.)

with the aids of

Avec les aides

de la

DELEGATION GENERALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

(D.G.R.S.T.)

and of the

et des

CONSEILS GENERAUX

CHAMBRES D'AGRICULTURE

DE LA GUADELOUPE ET DE LA MARTINIQUE

with the technical assistance of the following organisms

avec le concours technique des organisations suivantes

ORSTOM - IRFA - IRAT - CTGREF - DDA -

And the participation of Institutions of 15 Caribbean territories

Et la participation des Institutions de 15 pays de la Caraïbe

SOUS le PATRONNAGE de MM. LES PREFETS de la GUADELOUPE
et de la MARTINIQUE

Hôtel Arawak

Gosier - Guadeloupe

Hôtel Méridien

Trois Ilets - Martinique

LE PROBLEME DE L'ORGANISATION DU MARCHE
DES FRUITS ET LEGUMES A LA MARTINIQUE

A. AUDINAY^(°)

INTRODUCTION

Il existe une certaine organisation du marché des fruits et légumes à la Martinique, mais elle est loin de satisfaire les exigences du Consommateur (au niveau de la régularité, des prix, et dans une certaine mesure de la quantité). Bien que ce marché soit très vraisemblablement organisé en pénurie y compris par les producteurs eux-mêmes (par limitation de l'offre pour se garantir des prix élevés), on ne peut dire qu'en réalité, ces derniers y trouvent leur compte.

L'analyse réaliste de la situation amène à constater un risque de surproduction à moyen terme, par rapport au potentiel de consommation (causes : plafonnement des cultures traditionnelles d'exportation, reconversion lentes à d'autres spéculations, nécessité d'intensification pour un nombre important de petits et moyens producteurs, diffusion du progrès technique dans ce domaine... etc...), et à souhaiter une organisation rapide qui puisse contrôler le marché de ces productions à tous les niveaux.

SITUATION ACTUELLE

1 - La production - l'utilisation :

1.1. - Facteurs de production

Les facteurs qui déterminent la productivité dans le domaine des cultures maraîchères et vivrières sont :

a) Facteurs physiques :

Plutôt que d'étudier séparément les facteurs climat, sol, relief et structures d'exploitation, il convient de les considérer au niveau des combinaisons, des écologies qu'ils déterminent. On aboutit à un "zonage" qui est à peu près celui-ci (voir tableau 1) :

- c'est surtout la combinaison pluviométrie-sol qui intervient pour déterminer les systèmes de production.

- il apparait également, à travers ce tableau, une certaine complémentarité, dans la nature des spéculations entre les différentes zones.

b) Facteurs humains :

L'homme :

- Le tableau précédent donne déjà une idée du profil des maraîchers : ce sont autour de petits maraîchers, travaillant sur des exploitations de 0 ha 25 à 2 ha.

.../...

(°) SUAD - Chambre d'Agriculture - Boulevard Général de Gaulle 97200 FORT DE FRANCE

Tableau 1 - Zones écologiques - Cultures maraichères et vivrières.

Zones écologiques	Relief	Pluviométrie	Sol	Structures d'exploitation			Types de production
				Nombre	Surface	Moy.	
NORD CARAIBE	Frange littorale + abrupte	Zone sub humide 1800 - 2000m	Fortement sableux à sable argileux	1 585	2 653	1.67	Exploitations moyennes Maraichage de saison humide (carotte - tomate).
NORD	Zone montagnueuse de plus de 600 m	humide à très humide > 3 500 m	sols ponceux peu évolués	1 402	721	0.51	petites exploitations maraichage continu (toutes cultures (dont chou pommé)
NORD ATL.... ET CENTRE NORD	Hautes collines et bordure littorale Atlantique	Zone humide entre 2000 et 3000 m	sols argile sableux à argileux	7 996	3 232	0.40	micro exploitations, mis à part 2 communes. cultures vivrières dominantes (igname-dachine-chou).
CENTRE ET CENTRE SUD	Plaine du Lamerain et hautes collines du Centre Sud	Zone sub humide de 1800 - 2000 mm Zones à micro-climat	Sols argileux alluvions lourdes plaine : ferrallitique : collines	3 635	1 193	0.32	Petites parcelles en micro-cultures vivrières dominantes
SUD	Collines basses du Sud	Zone sèche < 1 500 mm	Sols fortement argileux (vertisols et assimilés)	2 142	558	0.26	Petites parcelles en micro-cultures vivrières dominantes.

NOTA : mis à part la zone nord (dont la commune de SAINTE MARIE) avec un nombre important de microparcelles, la diminution des surfaces totales et moyennes cultivées observée en allant vers le sud s'explique par l'insuffisance d'eau, et l'existence de microclimats.

- Ce sont souvent des exploitants âgés : moyenne 58 ans pratiquement sans formation (90 % sans formation agricole).

- En réalité, il n'y a pas de tradition maraîchère : la présence d'un nombre élevé de petites propriétés (voire de jardins familiaux qui sont en nombre très élevé) s'adonnant plus ou moins à cette activité, est le résultat du morcellement d'un certain nombre des grandes propriétés, à la suite de l'abandon de la culture de la canne à sucre et des héritages.

Cependant la situation est susceptible d'évoluer favorablement dans la mesure où :

1°/ Les cultures traditionnelles ont de moins en moins d'intérêt pour les petits agriculteurs - d'où reconversion.

2°/ Un certain nombre de jeunes agriculteurs sont amenés à s'installer (avec l'organisation de la formation et la diffusion du progrès technique).

3°/ Une politique d'aménagement (hydraulique) est en train de se mettre en place.

Structures professionnelles :

La SICAMA est une organisation qui a été créée en 1966. C'est le seul organisme représentant la profession maraîchère à la Martinique au regard des instances officielles. Elle s'est orientée au départ, principalement vers la production maraîchère et fruitière d'exportation : son action était de fournir le marché métropolitain en fruits et légumes de contre saison : avocat, haricot vert, mais pour des raisons techniques (production, transport) l'essentiel de son action a porté sur l'aubergine (70 %) du total, l'avocat et la lime antillaise.

- Sous la pression de l'Administration, la SICAMA à depuis 1974 une section marché locale qui semble, malgré des fortunes diverses, s'acheminer lentement vers un fonctionnement normal. Cependant, la fragilité de SICAMA liée en particulier à la poursuite d'objectifs trop ambitieux pour ses moyens réels peut créer des difficultés graves à toute organisation du marché.

- Plus récemment, dans le cadre de la commercialisation des produits locaux, et compte tenu des difficultés d'organisation du marché, s'est créé à l'initiative de l'Administration en Novembre 1974, un Comité Interprofessionnel des fruits et légumes regroupant, producteurs importateurs et détaillants.

- Cependant ce Comité connaît certaines difficultés, la production pouvant difficilement assurer l'approvisionnement régulier dont ont besoin les commerçants.

- En 1975, s'est créé une Association de petits maraîchers, qui se propose de travailler surtout au niveau du marché local. Son potentiel de production est estimé à 600 tonnes.

2.1. Importance et destination :

a) Production d'exportation :

C'est surtout l'apanage de la SICAMA. Des considérations diverses notamment techniques (transport, production) l'ont conduite à se limiter à trois produits : l'Aubergine, la lime antillaise et l'avocat. Il est possible que très rapidement l'éventail des exportations ira en s'élargissant.

PRODUITS	TONNAGES EXPORTES					
	1971	1972	1973	1974	1975	1976
AUBERGINES	1 236	2 840	1 719	1 537	3 408	1 800
AVOCATS	660	530	570	947	1 099	1 200
LIMES	15	48	38	16	10	10

NOTA : Chute de la production 1976 d'aubergine à cause de difficultés conjonctuelles (chute des cours ?)

Il est à signaler qu'il existe une exportation non organisée de produits autres (source = contrôle du conditionnement 1975).

- . légumes et épices : banane, dachine, fruit à pain, patate douce, piment 334 tonnes
- . Divers fruits : 72 tonnes

b) Le marché local

1) Généralités :

Le marché local présente les principales caractéristiques suivantes :

- fragilité
- situation de pénurie
- complexité des circuits de commercialisation

1°/ La fragilité :

Il existe un certain équilibre entre l'offre et la demande, et comme cette dernière ne varie jamais de façon très significative, il suffit d'une faible augmentation de l'offre pour passer d'une situation de pénurie à une situation de surapprovisionnement.

2°/ Situation de pénurie :

Cette situation qui a pour conséquence la maintien des prix à un taux élevé est dûe à l'action conjuguée des producteurs et des intermédiaires qui restreignent volontairement les ventes. Aussi préfèrent-ils l'entente qui constitue une garantie d'écoulement à la libre concurrence.

3°/ Complexité des circuits de commercialisation (voir schéma) :

Les sources de produits sont de 2 sortes : production, importation.

Production :

Elle approvisionne :

. directement les collectivités et le consommateur individuel. C'est la vente directe producteur-consommateur sans intermédiaire, faite par l'agriculteur lui-même une ou 2 fois par semaine.

. indirectement les collectivités et le consommateur individuel par les intermédiaires suivants :

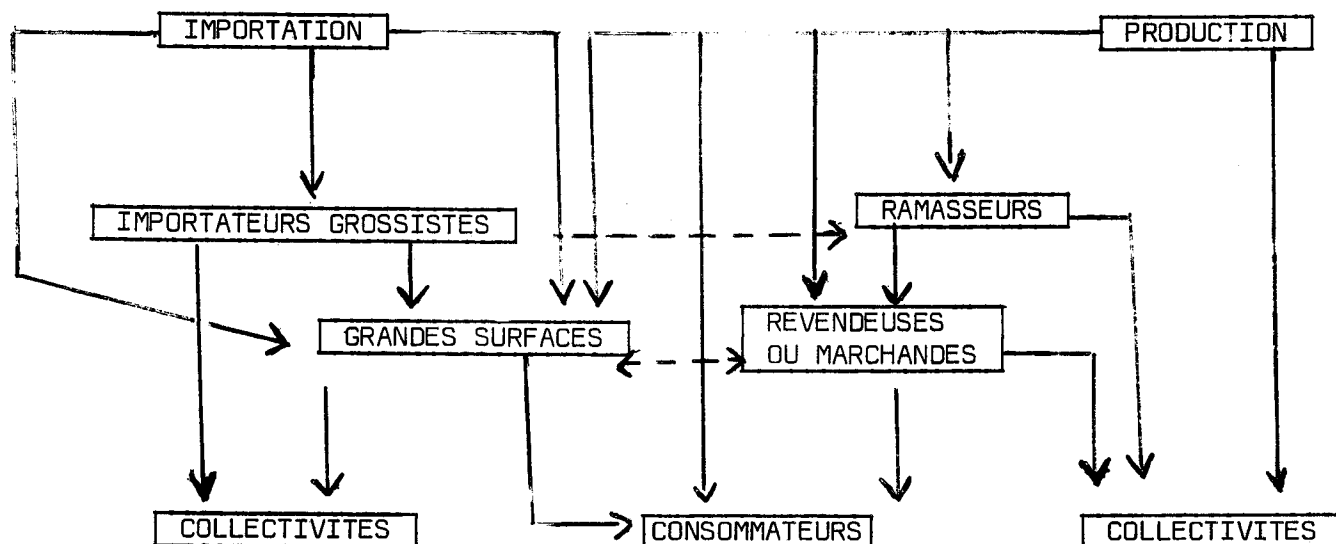
- ramasseur,
- revendeuse ou marchande,
- grandes surfaces.

Signalons que le ramasseur est souvent fournisseur des collectivités, des grandes surfaces et des marchandes.

La marchande approvisionne dans certains cas les collectivités et les grandes surfaces, en plus du consommateur individuel, mais elle s'approvisionne quelquefois à partir des grandes surfaces, et des importateurs grossistes.

Importation :

Elles sont faites par les grandes surfaces et les importateurs grossistes. Ces derniers approvisionnent peu les grandes surfaces principalement les collectivités et détaillants mais dans certains cas les ramasseurs et les marchandes.



2.2. Importance du Marché :

La connaissance exacte du marché local est presque impossible en égard aux difficultés de recueil d'information. On ne peut parler que d'estimation quant à son importance. Ces difficultés sont sous la dépendance étroite de la complexité des circuits de commercialisation.

Les hypothèses d'évaluation sont nombreuses et remontent à 1966 où la production commercialisée de fruits et légumes était évaluée à 8 000 à 10 000 tonnes (SATEC).

En 1969 une autre étude (INSEE) à partir du niveau de consommation en zone urbaine conduit à un tonnage de 31 000 T environ (dont 8 700 tonnes de non féculents, 14 900 tonnes de féculents et de 7 400 tonnes de fruits).

En 1970 une autre étude pour la préparation du 6ème plan estime à 38 400 tonnes la production commercialisée dont 30 000 tonnes de vivrière et 8 400 tonnes de maraîchers.

Les estimations les plus récentes sont de fin 1975 et proviennent de la D.D.A. Elles sont de 23 000 tonnes dont 5 000 tonnes de maraîchers, 15 000 tonnes de vivrières et 3 000 T de fruits.

On peut en tous cas constater l'étroitesse du marché en question qui, avec des rendements normaux pourrait être approvisionné par un millier d'hectares effectivement en culture.

2.3. Transformation :

En dehors de deux ateliers utilisant certains légumes (produits ELLA, et AMORE) pour lesquels les quantités utilisées sont minimales, on peut dire que la transformation s'adresse essentiellement aux fruits.

D'abord il faut citer l'ananas dont l'industrie de transformation date déjà d'un certain nombre d'années, il y a 20 ans la production était de 20 000 tonnes environ. Ce fruit fournit d'une part l'ananas de conserve dont la majeure partie est exportée sous forme de tranches et de jus. Une très faible quantité en est consommée localement.

Tous les autres fruits transformés produisent uniquement du jus à l'exception de la goyave qui fournit aussi de la pâte, de la gelée et de la compote ou marmelade. Gelée et compote sont en boîte et la pâte sous cellophane. Les jus sont conditionnés soit en boîte, soit à l'état frais à consommer sur place (Snack) soit à l'état surgelé pour la vente en gros dans les principaux hôtels de l'île.

La demande globale annuelle peut-être évaluée à 1 000 tonnes environ. Pour certains fruits l'offre est de l'ordre de 40 à 50 % (goyave, abricot, tamarin, prune de cythère) pour d'autres elle est en dessous de 10 % (maracudja, corossol, cerise). Les fruits suivants sont actuellement demandés : goyave, maracudja, corossol, abricot, tamarin, orange, prune, cerise, mandarine, pamplemousse.

2 - Les Importations

2.2. - Importance et nature :

L'analyse des importations par produit montre que les tonnages les plus importants représentent les denrées qui ne peuvent être cultivées localement (pomme de terre, oignons, légumes secs, aulx).

En 1975 ces denrées représentent plus de 80 % des importations de légumes.

D'une manière générale on peut dire que les quantités de légumes importées restent assez stables. Les augmentations portent surtout sur les produits non cultivés localement.

Le tonnage des légumes oscille entre 9 000 et 10 000 T et celui des fruits entre 1 000 et 1 500 tonnes.

En 1975 on enregistre :

Fruits :	1 357 tonnes pour une valeur en milliers de francs de
	5 499
Légumes :	11 008 tonnes pour une valeur de 15 072
	total : 20 571

L'accroissement en valeur par contre est sensible par suite de la hausse des prix de produits importés. En 1972 pour des tonnages à peu près équivalents à 1975 la valeur en milliers de francs fruits et légumes était de 11 200 et en 1973 de 16 900 environ (tonnage : - 1972 : 10 000 environ)
(" : - 1973 : 10 500 environ)

2.2. Possibilité de substitution :

Si l'on calcule la valeur CAF au kg de différents légumes par rapport à la valeur moyenne du kg de légume produit localement et prêt à être commercialisé, on peut se faire une idée des substitutions possibles.

Ainsi en 1975 on a les valeurs suivantes :

	Valeur CAF du kg
Pomme de terre :	0,86 F
Oignon :	1,47 F
Aulx :	6,55 F
Divers légumes :	1,63 F
Légume sec :	3,23 F
Fruits :	4,05 F
Agrumes :	2,60 F

Sachant que le prix moyen de vente à la production stade exploitation du kg de légume local est de l'ordre de 2 francs et que le prix moyen marché de 3,05 francs, on voit qu'il n'y a guère de substitution possible sans sacrifices :

Au niveau de la recherche (mise au point de variétés nouvelle : c'est le cas de l'ail). Au niveau de certaines productions locales (agrumes, légumes divers, oignons) qui peuvent être produits localement mais à un coût plus élevé de celui offert pour l'importation.

Aussi sans chercher à tout prix un auto-approvisionnement total du département, il semble évident que certaines importations pourraient être relayées par la production locale lorsqu'elle est techniquement possible, même si le coût de production est un peu plus élevé (agrumes, oignons, ignames).

C'est pourquoi un certain nombre de propositions sont faites dans le but d'essayer de mieux cerner le marché et par là même mieux organiser la production.

ESSAI DE PREVISION DE L'EVOLUTION A MOYEN TERME (5 ans)

L'évolution du marché des fruits et légumes est conditionnée par :

- celle de la production
- celle du marché
- celle des structures, les structures devant à la fois s'adapter aux deux premières et les infléchir dans le sens voulu.

On peut affirmer qu'il y a une tendance asymptotique des quantités produites et consommées à se rapprocher des potentiels de production et de consommation que nous aborderons donc.

1 - Production potentielle

Les quantités produites dépendent des surfaces mises en culture et des rendements obtenus.

a) Surfaces et exploitations concernées :

Là aussi le manque d'informations fiables car suffisamment recouvertes est flagrant. Le meilleur instrument disponible est le recensement général de l'agriculture de 1973. Il attribue aux cultures maraîchères, vivrières et fruitières une aire économique de 7 000 hectares dont 650 pour l'exportation. Le nombre d'exploitation concernées est de près de 18 000 dont plus de 14 000 ont moins de 3 ha de superficie. Encore sont vraisemblablement négligés, à cause de la définition retenue pour la RGA de "l'exploitation agricole", un nombre très important de jardins familiaux n'appartenant pas à des "agriculteurs".

Cependant, d'après certains recoupements, une faible superficie seulement du total est effectivement cultivée à un instant donné : ceci n'est pas dû à des habitudes d'assolement qu'il faudrait plutôt vulgariser mais à la volonté des agents de se prémunir contre une surproduction. La faiblesse des quantités commercialisées par rapport aux surfaces concernées est, certes, le signe de rendements faibles mais certainement aussi du phénomène précédent.

Au niveau des exploitations qui se consacrent actuellement aux cultures maraîchères et fruitières, il reste des surfaces non négligeables qui pourraient être mises effectivement en cultures.

b) Les facteurs conjonctuels :

C'est devenu un lieu commun de dire que les cultures traditionnelles traversent une crise (voir conférence de l'Agriculture Martiniquaise) :

Les superficies plantées en cannes ont décliné de 13 500 ha en 1954 à 7 600 en 1974 ; l'ananas ne représente plus qu'un millier d'hectares environ.

Seule la banane échappe au sort commun : cependant, étant donné le plafonnement du marché métropolitain de ce fruit et les conditions écologiques strictes qu'il faut à sa culture, il est presque impossible de se lancer en masse vers sa production.

c) La diffusion du progrès technique :

Les efforts des organismes de recherches appliquées (INRA, IRAT, IRFA) soutenus depuis plus d'une décennie ont porté et continuent à porter des fruits leurs résultats dans le domaine tant du choix variétal que des méthodes culturales pourraient être déjà appliqués dans un grand nombre de cas.

L'appareil de vulgarisation, malgré les insuffisances qu'il se reconnaît, oeuvre sur le terrain déjà depuis fort longtemps et là aussi les résultats commencent à apparaître : on connaît en effet un certain nombre d'agriculteurs dans chaque catégorie qui, appliquant les méthodes convenables (rotations, travail du sol, traitements...) obtiennent à des rendements tout à fait comparables à ceux de zones plus développées et des productions se situant entre 50 et 100 tonnes par hectare et par an.

D'autre part, quand on examine l'histoire récente on s'aperçoit que le progrès technique diffuse des grandes exploitations vers les petites, voir la banane, voir en contre exemple, le tabac ; il y a des raisons sociologiques à cela ; mais aussi il n'est nullement étonnant qu'un petit agriculteur souvent employé agricole sur une grande propriété donc pratiquant certaines méthodes ne les transfère pas sur son exploitation. Autrement dit, nous nous attendons à ce que le groupe du Vaucluse déjà cité, fasse "tâche d'huile".

Il nous apparaît donc que les rendements auront tendance à s'élever de façon rapide et importante dans les prochaines années.

d) Conclusion :

Sans qu'une quantification précise puisse intervenir, ce qui est bien difficile dans ce domaine, il nous apparaît vraisemblable que le potentiel de production sous 5 ans se situe autour de 100 000 tonnes de produits maraîchers, vivriers et fruitiers. Il suffirait d'un minimum de confiance de la part des producteurs pour qu'il s'exprime. Encore avons nous tenu compte pour minorer l'estimation de facteurs comme une diffusion non parfaite des techniques, du règlement seulement partiel du problème de l'eau, etc...

2 - Le marché potentiel

Nous allons examiner successivement les possibilités que pourraient offrir le marché local et l'exportation.

a) Evolution du marché local :

Les quantités commercialisées sur le marché local, quelles qu'en soient la provenance sont finalement très stables. Cela s'explique par le fait que les structures de production et de commercialisation sont restées égales à elle-même pendant des années ; (seul fait marquant : la création du groupe liée à la SICAMA - marché local). Une autre explication est aussi qu'il a été constaté dans la plupart des pays, France en particulier, que l'augmentation des revenus n'entraînait qu'une très faible croissance de la demande en fruits et légumes non transformés ; au contraire celle des fruits et légumes transformés augmente alors de façon significative.

D'autre part, certains faits comme la sensibilité des prix à un très faible excédent d'offre, rend vraisemblable que, nous référant à King, le marché se situe très peu en dessous du "seuil d'abondance".

Par contre, à certain moment de faible production "naturelle" (pleine saison sèche ou pleine saison humide), il existe une pénurie aigue et non volontaire qui pourrait être compensée si des solutions étaient apportées en matière d'irrigation en particulier.

Rien ne permet donc de penser que le marché local pourrait absorber plus de 5 000 à 10 000 tonnes de plus de produits maraîchers et fruitiers, sauf si la transformation (conserves, conditionnements, spéciaux) était lancée à une certaine échelle ce qui implique une importante baisse des prix de revient.

b) L'Exportation :

Actuellement l'exportation véritablement organisée se restreint à très peu de produits et en gros à une seule destination, la France Métropolitaine. Il semble bien qu'il sera difficile de dépasser sensiblement les chiffres obtenus ces dernières années (effondrement du marché des aubergines en 1975).

Cependant, étant donné l'importance en Métropole des populations d'origine tropicale où ayant vécu sous ces climats des quantités importantes d'autres fruits et légumes tropicaux pourraient être vendues, d'autant plus que les frais de transports sont maintenant d'un coût beaucoup plus faible qu'antérieurement. Des professionnels comptent en apporter la preuve dès cette année avec l'aide des Pouvoirs Publics.

Les Etats Unis et le Canada également des possibilités certaines qui commencent tout juste à être explorées (voir travaux SATEC).

En égard aux importants effectifs de population à hauts revenus mis en cause, on peut donc espérer, au prix d'efforts de promotion, trouver pour nos produits une place sur les marchés des pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'exportation sur les marchés de la Caraïbe est plus problématique mais des expériences significatives ont déjà eu lieu avec Sainte Lucie par exemple.

CONCLUSION

La rencontre sur le marché intérieur de la Martinique d'une offre incontrôlée et qui pourrait être rapidement explosive avec une demande limitée et déjà largement couverte actuellement offre un certain nombre de dangers d'ordre économique et social.

Il nous semble que seule la création d'une structure unique d'organisation contrôlant le marché local (production, importation), l'exportation et la transformation peut permettre de les écarter en procédant aux ajustements et péréquations nécessaires. Cette structure pourrait être soit une société d'intérêt collectif agricole à section comme dans certains autres DOM, soit un ensemble de SICA regroupées en Union, comme cela se fait ici pour la banane. Un tel organisme permet en effet de regrouper de façon relativement souple :

- des zones de productions complémentaires
- des types d'exploitants différents
- des agriculteurs et des commerçants.

Il peut servir en outre de support au Conseil technique et à la vulgarisation.